

## **Les finances publiques ciblées**

Les centres des finances publiques (Saint-Lô, Toulouse, Castres, Lavour, Gaillac, Carmaux, Tarbes...) ont une nouvelle fois été la cible de certains agriculteurs. Les auteurs de ses dégradations ont agît en toute impunité, sans qu'aucune mesure de protection des bâtiments publics et des agents qui y travaillent ne soient prises, ni par les autorités préfectorales, ni par la Direction générale des Finances Publiques. Il y a, à l'évidence, deux poids et deux mesures dans la répression, quand le gouvernement assigne à résidence des militants écologistes, interdit ou réprime des manifestations pacifiques et laisse une frange d'agriculteurs qui instrumentalise, par et dans la violence, le désarroi réel du plus grand nombre, sous la houlette d'organisations professionnelles dont on connaît les accointances.

Le syndicat national Solidaires Finances Publiques condamne avec la plus grande des fermetés ces agissements scandaleux et inadmissibles. Il apporte tout son soutien aux agents victimes de ces violences. Il exige du gouvernement qu'il recherche et condamne les auteurs et de la direction générale qu'elle prenne sans délai les mesures de protections qui s'imposent.

Le syndicat national Solidaires Finances Publiques tient également à souligner que les agents des finances publiques sont quotidiennement au service de toutes les populations pour gérer leurs dossiers, les conseiller et pour mettre en œuvre, avec professionnalisme et dans les meilleurs délais possibles, les dégrèvements et autres mesures d'aides à l'agriculture en difficulté décidés par le gouvernement et par le législateur.

Pour le syndicat national Solidaires Finances Publiques, une fois encore, les agriculteurs se trompent en choisissant pour cible les services de la DGFIP.

Quant à ce gouvernement, il est responsable et coupable de la situation dans laquelle se trouve cette profession quand il encourage et prône, sous couvert de compétitivité, une politique de concentration des exploitations et une agriculture qui va à l'encontre d'un développement durable et raisonné.